



Plan d'Action du CIHEAM pour la Méditerranée 2025 PACMED 2025

Le Plan d'Action du CIHEAM pour la Méditerranée 2025 (PACMED 2025) vise à favoriser la poursuite de ses activités de coopération sur les 15 priorités thématiques de son Agenda stratégique 2025 et à mettre en place 5 initiatives-phares inédites et régionales, à travers la mobilisation de partenariats institutionnels et de co-financements.

Il puise dans l'expérience de coopération du CIHEAM en Méditerranée en matière de formation spécialisée, de recherche en réseaux et d'appui au développement, activités déployées grâce à ses Instituts et basées sur des valeurs communes (multilatéralisme, approche bottom-up, résolution des problèmes concrets, partage de bonnes pratiques, connaissances adaptées aux besoins, etc.).

**

La région méditerranéenne concentre d'immenses défis politiques, économiques, sociaux et climatiques, occupant ainsi une place centrale dans l'actualité internationale. De nombreuses transitions y sont à l'œuvre, positionnant la Méditerranée comme l'un des principaux laboratoires de la planète en matière de construction d'un développement qui soit plus durable et plus inclusif. Plus durable, car les modèles de croissance doivent être plus soutenables vis-à-vis des besoins de la population et des contraintes environnementales de la région. Plus inclusif, car le développement en Méditerranée doit se bâtir avec tous les territoires et avec l'ensemble des parties-prenantes, y compris les communautés fragiles.

De ce constat émergent plusieurs recommandations, ancrées dans la conviction profonde qu'il faut investir dans l'agriculture, la pêche et les territoires ruraux de la Méditerranée. C'est le sens du PACMED 2025 que de proposer des solutions pour accompagner les transitions en cours dans la région et encourager des initiatives multilatérales capables de fédérer les pays et les différents acteurs publics comme privés autour de ces thématiques qui sont au cœur des Objectifs du développement durable (ODD). En favorisant l'inclusion des enjeux alimentaires, ruraux et climatiques dans le débat stratégique euro-méditerranéen, mais également en contribuant à l'inclusion des communautés agricoles et halieutiques dans les politiques nationales et locales, le CIHEAM décline d'ores et déjà plusieurs ODD en Méditerranée et avec une attention toute particulière pour le nexus « Eau, Alimentation, Energie ».



Dans ce contexte, fort de son expérience en matière de dialogue politique, de recherche scientifique, de formations spécialisées et d'assistance technique, le CIHEAM s'est doté d'un Agenda stratégique 2025 pour mieux structurer ses missions de coopération autour d'activités multidimensionnelles et de long terme. Cet Agenda se base sur 4 piliers et 15 priorités thématiques (*voir encadré*), sur lesquelles le CIHEAM va mettre l'accent dans les années à venir, en déployant et en renforçant ses activités grâce à plus de synergies interinstitutionnelles et à plus de moyens budgétaires.

Pour compléter cet Agenda stratégique 2025 et lui donner une valeur ajoutée supplémentaire, la mise en place du PACMED passe aussi par le lancement de 5 initiatives-phares inédites. Celles-ci sont à la fois innovantes dans leur approche et régionales dans leur vocation. Les 5 initiatives-phares proposées dans le cadre du PACMED sont cohérentes avec l'Agenda stratégique 2025 et entendent faire de la Méditerranée une interface positive entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. En effet, l'un des objectifs du PACMED, fidèle à l'esprit des fondateurs du CIHEAM il y a plus de 50 ans, est de redonner une centralité à la Méditerranée comme région de développement incontournable et contrer l'image d'une zone périphérique devenue incontrôlable.

Ces initiatives-phares s'inscrivent par ailleurs dans le cadre de la mission du CIHEAM consistant à établir des passerelles de savoirs, d'expertises et de bonnes pratiques à travers le bassin méditerranéen, plus uni grâce à ce dialogue interculturel et à cette diplomatie scientifique ancrés dans des activités concrètes et pluridisciplinaires. Tournée vers la résolution des problèmes rencontrés par les pays de la région, la mission du CIHEAM contribue aux politiques de coopération euro-méditerranéenne en combinant les outils de la formation, de la recherche et de l'assistance technique au service du développement social, économique et environnemental.



L'AGENDA STRATEGIQUE DU CIHEAM 2025

1. La protection de la planète « en luttant contre le triple gaspillage »

1. La préservation des savoirs traditionnels et le partage des connaissances
2. La gestion des ressources naturelles (eau, sols, forêts, énergies, biodiversité, mer...)
3. La réduction des pertes agricoles et des gaspillages de nourriture tout au long de la chaîne agro-alimentaire

2. La sécurité alimentaire et nutritionnelle « en favorisant l'agriculture et l'alimentation durables »

4. La valorisation de la diète méditerranéenne
5. La promotion des pratiques agro-écologiques
6. La sûreté et la qualité des produits
7. L'accès à l'alimentation

3. Le développement inclusif « en investissant dans les nouvelles générations et dans les territoires fragiles »

8. L'employabilité des jeunes et la formation professionnelle tout au long de la vie
9. Le développement dans les régions rurales et les zones côtières
10. L'égalité des genres et l'inclusion des communautés vulnérables
11. L'émergence de territoires ruraux « intelligents » et de modèles agricoles/halieuistiques inclusifs

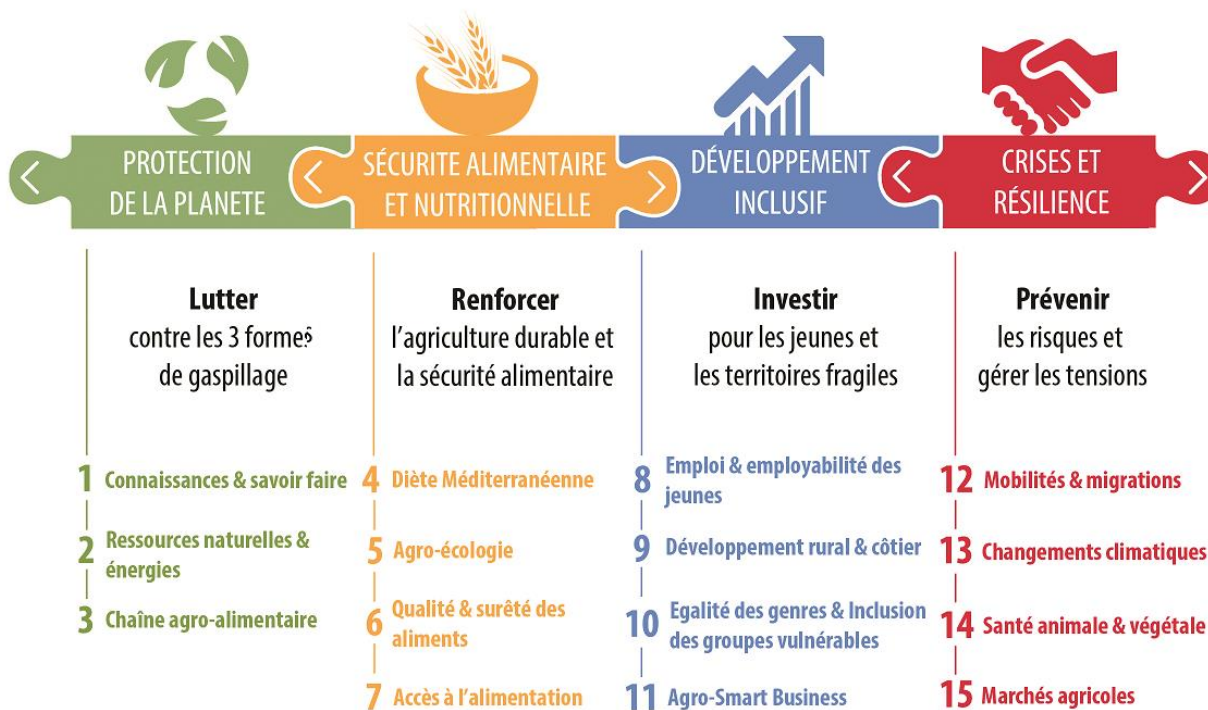
4. Les crises et la résilience « en contribuant à la gestion des tensions »

12. Les mobilités de population et les migrations
13. Les changements climatiques
14. La santé des animaux et des plantes
15. Les marchés agricoles



AGENDA STRATÉGIQUE CIHEAM 2025

NOS MISSIONS



NOS OUTILS

Enseignement et Formation

Recherche et Innovation

Réseaux et plateformes de partage des connaissances

Projets et assistance technique

Dialogue politique et partenariats

NOS APPROCHES

Vision holistique du développement

Démarche multilatérale

Collaboration « Bottom-up »

Projets orientés vers les solutions



INITIATIVE-PHARE N°01

Plate-forme méditerranéenne de dialogue politique sur les facteurs de la migration rurale *(Mediterranean Platform for Policy Dialogue on Rural Drivers of Migration)*

La Méditerranée constitue un espace migratoire de premier plan depuis longtemps. Récemment, le nombre de migrations de détresse dans la région s'est amplifié, y compris pour des raisons liées à la raréfaction des ressources naturelles, aux contraintes environnementales et à des conditions économiques difficiles en milieu rural. Si les dynamiques migratoires dans la région peuvent être internationales, elles sont avant tout internes au pays, essentiellement des zones rurales de l'intérieur vers les villes (elles-mêmes majoritairement situées sur les littoraux). Pour agir sur les causes profondes de ces migrations, il faut tenir compte des dynamiques de mobilité sous une perspective liée aux défis du développement humain dans les zones rurales, de l'agriculture et de l'adaptation aux changements climatiques.

Pour ce faire, la mise en place d'une Plate-forme méditerranéenne de dialogue travaillant sur les facteurs de la migration rurale pourrait représenter un moyen de progresser dans la connaissance des phénomènes, dans l'identification de solutions favorables à une vie meilleure pour les autochtones et les immigrés et à la croissance économique en milieu rural et dans des stratégies d'adaptation face aux contraintes environnementales renforcées. Cette Plate-forme serait constituée d'une part d'un groupe de coordination multisectorielle de haut-niveau rassemblant des décideurs nationaux et internationaux et d'autre part d'un consortium composé d'experts, de représentants des administrations publiques et d'acteurs locaux. La sensibilisation politique, la recherche et la production d'études, la mise en œuvre de formations, le partage des expériences et le développement de programmes spécifiques seront les principales activités de cette Plate-forme dédiée aux dimensions rurales et agricoles de la migration en Méditerranée.



INITIATIVE-PHARE N°02

Pacte méditerranéen pour une agriculture et une alimentation durables

(Mediterranean Compact for Sustainable Agriculture and Food)

Face aux enjeux démographique, alimentaires et climatiques, les pays méditerranéens doivent produire plus, produire mieux et avec moins de ressources. Une nouvelle équation agricole dont la Méditerranée doit se saisir afin d'améliorer l'accès à la nourriture, la qualité des produits et la santé des populations et, en même temps, augmenter la compétitivité et l'autosuffisance des petites et moyennes fermes. La diète méditerranéenne, reconnue comme un héritage culturel intangible, repose sur des fondements respectueux de critères environnementaux, nutritionnels, sanitaires, sociaux, économiques et culturels. Elle peut être considérée comme une ressource pour le développement qui peut créer des interfaces avec d'autres secteurs comme le tourisme et la gastronomie et contribuer à la croissance et la création d'emplois dans les économies locales. Elle peut ainsi représenter un atout majeur dans cette perspective, à plus forte raison si les opérateurs du secteur privé s'engagent à l'intégrer dans leurs stratégies d'action, notamment dans leurs démarches philanthropiques ou de responsabilité sociétale et environnementale. De même, la promotion des pratiques agro-écologiques serait bénéfique aux pays, étant entendu que ces expériences et ces apprentissages s'inscrivent dans une circularité nécessairement régionale, notamment du Sud vers le Nord.

La mise en place d'un Pacte méditerranéen pour l'agriculture et l'alimentation durable vise à rassembler une diversité d'acteurs (agriculteurs, chercheurs, entreprises de l'agro-alimentaire, organisations professionnelles, société civile, etc.) autour d'une série d'engagements forts permettant une gestion soutenable des ressources naturelles, une organisation efficiente des filières et une sécurité nutritionnelle renforcée. Fondé sur le dialogue multi-parties-prenantes et le partage de connaissances, ce Pacte vise à décloisonner les approches entre la recherche et le développement économique, et à sensibiliser la jeunesse méditerranéenne sur les bienfaits d'une agriculture respectueuse de l'environnement et d'une alimentation plus saine. Pour faire vivre ce Pacte, des rencontres régionales seront instaurées, des programmes de développement seront lancés (offrant aux territoires ruraux la possibilité de mieux se connecter aux marchés) et des chartes d'entreprises seront mises en œuvre (donnant un effet tangible aux politiques de responsabilité sociale et environnementale des grands groupes privés).



INITIATIVE-PHARE N°03

Action méditerranéenne en faveur de l'autonomisation des jeunes et des femmes en zone rurale

(Mediterranean Empowerment Action for Young and Women in Rural Area)

Un tiers de la population méditerranéenne vit dans les zones rurales et un emploi sur dix est lié à l'agriculture. Il est impossible d'envisager le développement des zones rurales sans tenir compte de l'agriculture. Celle-ci est un réservoir d'emplois et de revenus pour les ruraux et un facteur essentiel pour revitaliser l'économie de ces territoires et les inclure dans les stratégies de croissance. Les femmes sont au cœur de ces enjeux. Déterminantes pour la sécurité alimentaire, principalement actives en agriculture, soucieuses de la gestion de l'eau et de la terre, elles ont bien souvent un accès réduit à la propriété, à l'éducation et au crédit. Les femmes doivent donc bénéficier d'une plus grande autonomie pour leur développement. La réduction des inégalités de genre et la promotion des innovations sociales, techniques et économiques portées par les femmes représentent un moyen de démontrer qu'il existe aussi des territoires ruraux vivants et intelligents aux côtés de villes engagées pour la durabilité. Plus largement, ce sont les jeunes de ces zones rurales et agricoles qui doivent être au cœur des actions favorisant les dynamiques intergénérationnelles et l'inclusion (sociale et économique).

La mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités pour les jeunes et les femmes en zones rurale dans les pays de la Méditerranée se traduira par une meilleure insertion dans les politiques locales, par des formations adaptées à leurs besoins (mettant l'accent sur leurs droits), mais sera également concrétisée par de l'aide à la création d'entreprises, l'établissement de tissus associatifs ou coopératifs ou encore des mises en réseau à l'échelle nationale ou régionale. Ces stratégies d'inclusion pour les femmes et les jeunes en milieu rural seront complétées par des actions de sensibilisation auprès des décideurs et des investisseurs engagés pour le développement humain, rural et agricole de la Méditerranée.



INITIATIVE-PHARE N°04

Formation sur le Zéro Gaspillage en Méditerranée (ressources naturelles, alimentation, connaissances)

(Training for Zero Waste in the Mediterranean – Natural Resources, Food and Knowledge)

Pour construire l'avenir en puisant dans les héritages du passé, pour améliorer la sécurité alimentaire et pour protéger la planète, les connaissances, les productions agricoles et les ressources naturelles ne doivent plus être gaspillées en Méditerranée. Il faut donc agir de manière systémique et simultanée. La perte et le gaspillage ont plusieurs dimensions (sociales, économiques et environnementales) et doivent dès lors, être abordés sous trois angles, différents mais complémentaires. En effet, en combinant l'analyse des ressources naturelles (eau, terre, énergie, forêts, biodiversité, etc.), de la production des aliments et de leur consommation (post-récolte, transports, restauration individuelle/collective, etc.) et des connaissances (savoirs empiriques, pratiques ou traditionnels, innovation technique et technologique, etc.), c'est l'être humain qui est remis au centre du jeu dans les stratégies de développement durable.

Il est donc proposé la création d'un dispositif d'enseignements intégrés sur la gestion durable des ressources naturelles et l'élimination des différents types de gaspillage, capable de favoriser à la fois la sécurité alimentaire, l'agroécologie et un meilleur développement des territoires ruraux. Ce dispositif sera proposé par le CIHEAM à travers ses 4 Instituts, en lien avec leurs partenaires universitaires et institutionnels, leurs réseaux d'experts et d'anciens étudiants soucieux de contribuer à cette formation régionale pluridisciplinaire. Celle-ci pourra être diplômante (de type Master) ou professionnalisante (pour s'adresser à des besoins spécifiques, y compris la formation des formateurs), et participer surtout aux dynamiques de formation tout au long de la vie (des modules spécifiques en e-learning pouvant être proposés). Ce dispositif d'enseignement sera complété par la mise en place d'une plate-forme virtuelle d'échanges d'information et de dialogue interactif entre les participants et le réseau d'experts mobilisés dans la région ou à l'international, pour promouvoir des solutions méditerranéennes à travers le monde et apprendre de l'extérieur pour transformer les situations en Méditerranée.



INITIATIVE-PHARE N°05

Centres affiliés du CIHEAM : une contribution concrète à la Politique Européenne de Voisinage

(CIHEAM Affiliated Centers: a tangible contribution for the European Neighbourhood Policy)

Afin de contribuer à son Agenda stratégique 2025, le CIHEAM conduit un processus visant à affilier des centres au sein de ses Etats membres dans lesquels il ne dispose pas d'Institut Agronomique Méditerranéen (IAM). L'Initiative des Centres Affiliés du CIHEAM, qui sera lancée à partir de 2017, aura pour objectifs de renforcer les complémentarités régionales en termes d'expertise scientifique et de compétence technique, mais également d'enrichir le maillage institutionnel du CIHEAM pour la conduite de ses activités de formation, de recherche et de développement en Méditerranée. Les pays membres du CIHEAM sont donc appelés à explorer ce nouvel instrument capable de favoriser des actions autour des 15 priorités thématiques de son Agenda stratégique 2025.

Un tel processus peut être considéré comme une contribution concrète à la Politique européenne de voisinage (PEV), en phase avec ses objectifs d'excellence, de mobilité et d'économie basée sur les connaissances en région méditerranéenne. Celle-ci doit en effet progressivement se renouveler à travers des contributions concrètes au développement de la coopération euro-méditerranéenne adaptées à la fois aux besoins des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, mais également à ceux des Etats membres de l'UE. La mise en œuvre des Centres affiliés du CIHEAM permettrait en outre de donner plus de visibilité, dans le cadre des politiques européennes en direction du Voisinage Sud, aux questions agricoles, alimentaires, halieutiques et rurales. Celles-ci sont pleinement ancrées dans les enjeux de durabilité, de croissance inclusive, de formation et d'innovation en Méditerranée. En participant grâce à des moyens appropriés au développement de cette initiative, l'UE pourrait ainsi soutenir la recherche et la coopération d'excellence, dans des secteurs d'activité économique déterminants pour la jeunesse, la création d'emplois, les marchés commerciaux et les stratégies d'adaptation aux changements climatiques.

**



Le PACMED 2025 repose à la fois sur les 15 priorités thématiques de l'Agenda stratégique et sur le lancement de 5 initiatives-phares inédites à vocation régionale.

Le PACMED 2025 fait inévitablement appel à la mise en place de synergies entre les Etats, entre les Institutions internationales/régionales et entre les différents acteurs engagés en faveur du développement en Méditerranée. Il nécessite également que soient mobilisés de nouveaux financements, capables de fédérer des ressources publiques et privées autour de ces enjeux et de ces initiatives concrètes, pour une durée pluriannuelle.

Dans cette perspective, le PACMED 2025 s'adresse tout particulièrement à l'UE, qui pourrait le considérer comme un programme-clef dans sa politique de coopération en Méditerranée afin de contribuer à la mise en œuvre des ODD dans cette région où la sécurité et la prospérité reposent pour beaucoup sur l'alimentation, les territoires ruraux et l'agriculture.

CIHEAM

Créé en 1962, le CIHEAM est une organisation intergouvernementale qui soutient l'agriculture et la pêche durables, contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et vise à renforcer le développement des territoires ruraux et côtiers en Méditerranée. L'Organisation regroupe 13 Etats membres (Albanie, Algérie, Egypte, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Espagne, Tunisie et Turquie) et collabore avec plusieurs institutions régionales et internationales. Les actions du CIHEAM reposent sur une approche collaborative "bottom-up" et sur la recherche de solutions pour répondre aux besoins des pays. L'Organisation mobilise des instruments complémentaires pour atteindre ses objectifs: l'enseignement et la formation, la recherche et l'innovation, les réseaux et plateformes de partage de connaissances, la coopération et l'assistance technique et enfin le dialogue politique et les partenariats. Environ 170 agents permanents et de nombreux consultants travaillent au Secrétariat Général à Paris et dans les 4 Instituts du CIHEAM basés à Bari (Italie), Chania (Grèce), Montpellier (France), et Zaragoza (Espagne).

www.ciheam.org

Suivez-nous sur Facebook et Twitter @CIHEAM